

## Rachel Lacasse SUR LE FRONT DES DÉMUNIS

«Rachel a vécu des injustices et cela fait que son engagement est très profond.»

PAR ESTER SEGURA

«Être citoyenne, moi, je sais ce que ça veut dire. Si je n'avais pas ma militance, ma vie n'aurait aucun sens.» Rachel Lacasse a pris la parole avec ces mots devant une foule de 400 personnes, à l'ouverture du Forum citoyen pour un Québec et un monde sans pauvreté, en mai 2002. Cette femme de Québec au sourire timide, seule fille d'une famille de douze enfants, n'est allé ni au secondaire ni à l'université. «Avec onze frères, la question d'étudier ne s'est même pas posée, il fallait que j'aide ma mère.»

À 44 ans, M<sup>me</sup> Lacasse perd son emploi de femme de ménage dans une maison privée. En 1992, malade, elle a des ennuis avec l'aide sociale et elle décide de reprendre ses études à l'école pour adultes Louis-Joliette. Elle y entend parler pour la première fois de l'Association pour la défense des droits sociaux de Québec (ADDS). «Le

fait de voir qu'il y avait des personnes très instruites qui, pouvant travailler ailleurs avec des meilleurs salaires, préféreraient travailler pour améliorer la société, m'a fait comprendre que pour changer les choses, il faut que chacun de nous s'implique.»

### Front commun

Elle siège maintenant à l'exécutif national du Front commun des personnes assistées sociales du Québec et à celui du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. «Être à l'exécutif n'est rien d'autre que le résultat d'une forte implication. Au cours des années, j'en suis venu à connaître le sujet, pas parce que j'ai suivi une formation quelconque, mais parce qu'il est omniprésent dans ma vie.»

Jean-Yves Desgagnés, coordonnateur provincial du Front commun, parle de M<sup>me</sup> Lacasse avec admiration. «Rachel a vécu



Le 17 avril 2003, Rachel Lacasse demande au PLQ de respecter ses engagements envers les assistés sociaux.

des injustices et cela fait que son engagement est très profond.» Célibataire et sans enfant, M<sup>me</sup> Lacasse vit avec la prestation mensuelle de 788 dollars d'aide sociale et travaille comme bénévole à l'ADDS.

En octobre 2002, elle assiste aux débats de la Commission permanente des affaires sociales de l'Assemblée nationale du Québec. «Cela a été une expérience magnifique, pouvoir parler directement à ceux qui ont le pouvoir réel de faire quelque chose pour améliorer le sort des plus démunis.»

Pendant six ans, elle a co-

ordonné des ateliers de sensibilisation à la lutte pour les droits sociaux. Elle dénonce l'iniquité salariale et la situation précaire de beaucoup d'assistés sociaux et s'inquiète de l'avenir des jeunes dans le monde du travail.

L'ADDS de Québec reçoit une centaine d'appels par semaine. «Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.» Claudine Tremblay, coordonnatrice à l'ADDS à Québec, sourit en parlant de Rachel. «Elle est partout! C'est à cause de femmes comme elle que les luttes sociales avancent.» □

PHOTO BENOIT AQUIN POUR RECTO VERSO



## Dans les luttes et les combats

### RAD: aliments morts

Santé Canada veut augmenter le nombre d'aliments irradiés au Canada. L'irradiation est un procédé radioactif de conservation des aliments qui détruit les bactéries, les vitamines, la vie.

Le ministère procède actuellement à une analyse des informations recueillies auprès de scientifiques, de l'industrie agroalimentaire et de citoyens, à la suite de consultations publiques tenues l'automne dernier. «Si nous ne trouvons pas de nouvelles

contre-indications scientifiques, nous procéderons», a confirmé Claude Boissonneau de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'organisme chargé de l'application des modifications proposées par Santé Canada.

Des opposants aux RAD disent que cette décision ne vise aucunement à protéger la santé publique. «C'est pour permettre aux États-Unis de vendre sa viande, ses légumes et ses fruits irradiés sans qu'ils ne soient bloqués à la frontière», dénonce le militant Paul De Bané.

### Fortis au Belize

Mars 2003 — La Cour du Belize a donné le feu vert au géant canadien Fortis pour détruire une des dernières forêts vierges des Amériques. Le gouvernement a obtenu l'autorisation judiciaire pour le projet de barrage hydroélectrique sur la rivière Macal qui va inonder la région, mettre en péril son écosystème et bouleverser la vie de ses habitants (voir RV n° 296). L'ONG Belize Alliance of Conservation porte en appel le jugement au Conseil

privé de Londres, la plus haute instance juridique du Commonwealth.

### RSF

Reporters sans Frontières souligne la 13<sup>e</sup> Journée internationale de la liberté de la presse avec le lancement de son nouvel album de photographies. L'album réalisé par Philip Plisson sera vendu 10,50\$ au profit des journalistes emprisonnés et de leurs familles, à compter du 16 mai à La Maison de la Presse Internationale.